



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Clothing and Textiles Division / Division des vêtements
et des textiles

L'Esplanade Laurier,

East Tower 7th Floor

Tour est 7e étage

140 O'Connor, rue O'Connor,

Ottawa

Ontario

K1A 0R5

Title - Sujet OCFC2	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-206245/A	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-206245	Date 2019-12-16
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PR-756-77636	
File No. - N° de dossier pr756.W8486-206245	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-02-28	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Picco(PR Div.), Robert	Buyer Id - Id de l'acheteur pr756
Telephone No. - N° de téléphone (613) 410-1348 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 943-7970
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification 005 est émise pour répondre aux questions et aux commentaires de l'industrie

Questions relatives au C2VCO

(Organisé par section de la DP)

29 novembre 2019

DP Parties 1-7

Question #24

Para 3.5.1 – Le droit du Canada de refuser d'approuver un contrat de sous-traitance fondé sur des intérêts de sécurité nationale pourrait avoir des répercussions sur la soumission ou le contrat (ex : sur le prix, sur la livraison). Pour réduire les efforts qui pourraient être gaspillés par les soumissionnaires, il est recommandé que le Canada identifie les articles et/ou les pays pour lesquels l'approbation de sous-traitance ne sera pas accordée.

Réponse #24

Le Canada a examiné votre demande et ne fournira aucun renseignement supplémentaire. Comme mentionné au paragraphe 4.3.1.6.c, dans les cas où l'information sur l'origine des travaux décrits à la section 3.5.1 pour un certain article est jugée non acceptable par le Canada, le soumissionnaire doit identifier une source, un sous-traitant ou un fabricant acceptable pour se procurer cet article, et resoumettre le nouveau prix si nécessaire et conformément à tout avis fourni par l'autorité contractante.

Question #25

Para 4.3.1.2c – Veuillez svp clarifier l'application de cet article. Où, dans la proposition financière, le prix d'un article doit-il être fourni plusieurs fois?

Réponse #25

Il s'agit d'un énoncé standard qui peut ne pas s'appliquer. Le seul endroit où le soumissionnaire doit identifier un prix pour un article est dans la LIUC.

Question #26

Para 6.1.1 – Il est déraisonnable de s'attendre à ce que le soumissionnaire soit en mesure d'identifier, avec la proposition, toutes les personnes qui peuvent avoir besoin d'accéder à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé. Normalement, le Canada ne répond à cette préoccupation que par une obligation contractuelle. Si cette exigence demeure: 1) veuillez indiquer tous les renseignements, les biens et les sites de travail sensibles du gouvernement du Canada, et 2) indiquer dans quelle section de la proposition le soumissionnaire doit fournir ces renseignements.

Réponse #26

Le Canada a examiné votre demande et la DP sera modifiée comme suit: l'entrepreneur doit fournir, trois mois après l'attribution du contrat, le nom de toutes les personnes qui auront besoin d'accéder à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.

Question #27

7.3.1.3 Para 2 – Cette révision des conditions générales est déraisonnable. C'est la nature de deux parties à un contrat - l'entrepreneur cherchera à influencer les décisions du Canada pour promouvoir ses intérêts (par exemple, soulever des questions à l'autorité contractante de SPAC, à la chaîne de commandement, aux ministres, etc.). Il est suggéré de supprimer cette exigence, ou à titre d'alternative, qu'elle soit adaptée pour refléter les méthodes illégales visant à influencer de telles décisions.

Réponse #27

Le Canada a examiné votre suggestion et l'exigence demeure la même.

Question #28

Para 7.27.1.a.ii – Veuillez fournir le formulaire PWGSC-TPSGC 1379 (car le lien fourni n'est accessible qu'aux utilisateurs de l'intranet du gouvernement).

Réponse #28

Voir la copie du formulaire en attache.

Question #29

Para 7.28 – Veuillez confirmer que l'entrepreneur pourra bénéficier d'ajustements/allégements contractuels si le Canada rejette un sous-traitant proposé pour des raisons de sécurité nationale.

Réponse #29

Si le Canada rejette l'approbation d'un sous-traitant pour des raisons de sécurité nationale, les prix unitaires fermes (LIUC) de ces articles sont sujets à négociation et doivent être appuyés par des devis ou si l'entrepreneur fabrique un article, une ventilation des prix doit être fournie à l'autorité contractante.

Question #30

Para 7.30 – Veuillez fournir des estimations des biens du gouvernement qui seront transférés à l'entrepreneur et qui doivent être couverts par l'assurance responsabilité civile de l'entrepreneur. Veuillez confirmer que l'entrepreneur aura droit à des ajustements/allégements contractuels si plus de biens du gouvernement sont transférés que prévu ou si le prélèvement sur cet inventaire est plus lent que prévu en fonction des données d'utilisation des années précédentes. À titre d'alternative, il est suggéré que le coût d'une telle assurance soit payé directement par le Canada (et retiré du prix de transition et des frais de gestion).

Réponse #30

Le Canada transférera jusqu'à un maximum de 5 ans de stock (lorsque disponible), en fonction de l'utilisation annuelle moyenne et des stocks dans les dépôts. En ce qui concerne les contrats d'approvisionnement qui se chevauchent avec le début du C2VCO, le MDN essaiera de fournir autant d'informations que possible au fur et à mesure que ces informations seront disponibles. L'exigence d'assurance reste la même.

Annexe B (Base des Paiements)

Question #31

Annexe B, Para 8.4.1 – Le rachat de tissu en vrac sera-t-il actionné par une autorisation de tâches (où les frais de main-d'œuvre et de transport peuvent être facturés)?

Réponse #31

Oui, le rachat de tissu en vrac fera l'objet d'une autorisation de tâche.

Questions relatives au C2VCO

(Organisé par section de la DP)

3 décembre 2019

DP Parties 1-7

Question #32

Para 3.5.1 – Les obligations de ce paragraphe entrent en conflit (remplacent) celles des Conditions générales 2030 qui permettent à l'entrepreneur d'acheter des articles et des matériaux standard et standard et de sous-traiter des services accessoires. Il est suggéré que le paragraphe 3.5.1 soit adapté pour refléter les exclusions contenues dans les conditions générales 2030.

Réponse #32

La DP sera modifiée comme suit:

7.3.1.6 Section 06 (2013-06-27) Contrats de sous-traitance de la 2030, Conditions générales – besoins plus complexes de biens

Supprimer la sous-section 2;

2. L'entrepreneur n'est pas obligé d'obtenir un consentement pour des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat. L'entrepreneur peut également, sans le consentement de l'autorité contractante :
 - a. acheter des produits courants en vente libre dans le commerce, ainsi que des articles et des matériaux produits par des fabricants dans le cours normal de leurs affaires;
 - b. conclure des contrats de sous-traitance pour l'obtention de services accessoires qui seraient normalement sous-traités pour l'exécution des travaux;
 - c. outre les achats et les services mentionnés aux paragraphes a) et b), sous-traiter toute partie des travaux à un ou plusieurs sous-traitants jusqu'à concurrence d'une valeur n'excédant pas dans l'ensemble 40 p. 100 du prix contractuel; et
 - d. permettre à ses sous-traitants à tout échelon d'effectuer des achats ou de sous-traiter comme le prévoient les alinéas a), b) et c).

Question #33

Para 7.2.2 – Pour améliorer l'efficacité du processus de passation de marchés, il est recommandé d'augmenter la limite d'autorisation de tâches du responsable de l'approvisionnement (en vertu du Règlement sur les marchés de l'État, le MDN a le pouvoir de passation de marchés exclusif pour les biens d'une valeur maximale de 375 000 \$).

Réponse #33

Le Canada a examiné la demande et l'exigence demeure la même.

Question #34

Para 7.7.2 – L'entrepreneur doit savoir si les options seront exercées plus de 60 jours avant la date d'expiration du contrat (par exemple, pour les avis des employés, la résiliation des baux, la remise en

concurrence du besoin, le transfert de stock, etc.). Il est suggéré que les dates de cet article soient liées à l'approche de la "période mobile" décrite dans le cadre de mesure de la performance à l'annexe F.

Réponse #34

La DP sera modifiée comme suit:

7.7.2 Le Canada peut exercer cette option à tout moment en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 2 ans avant la date d'expiration du contrat.

Question #35

Para 7.12 – Il est suggéré que cet article indique clairement qu'il ne s'applique qu'aux autorisations de tâches.

Réponse #35

Le Canada a examiné votre suggestion et l'exigence demeure la même.

Question #36

Para 7.20.b – Pourquoi la clause CCUA A9122C est-elle listée? Si elle demeure, veuillez indiquer la priorité de toutes les autres clauses du CCUA mentionnées dans les articles de la convention.

Réponse #36

La clause CCUA A9122C peut être supprimée de la priorité des documents, car elle est rédigée en texte intégral au paragraphe 7.3.3.

La DP sera modifiée pour refléter ce changement.

Question #37

Para 7.23 – Cette clause CCUA semble entrer en conflit avec le paragraphe 7.30 qui identifie une exigence d'assurance spécifique.

Réponse #37

La DP sera modifiée comme suit:

Supprimer: Clause du Guide des CCUA: G1005C (2016-01-28) Assurance – aucune exigence particulière

Insérer: Clause du Guide des CCUA: G1001C (2013-11-06) Assurance – exigences particulières

Le texte suivant dans G1001C (2013-11-06) est modifié comme suit: L'entrepreneur doit se conformer aux exigences en matière d'assurance précisées à la section 30 des clauses du contrat subséquent.

Annexe B (Base des Paiements)

Question #38

Para 7.1. – Il est suggéré que tous les ajustements à une facture soient traités sur une ou plusieurs factures ultérieures. Il est prévu qu'un certain nombre de retours sera toujours en cours, et s'attendre à ce que les factures soient révisées (si le paiement n'a pas encore été effectué) pourrait signifier que

plusieurs mois pourraient s'écouler avant que tous les problèmes associés aux retours aient été réglés. À titre d'alternative, les destinataires ne devraient pas avoir plus de 10 jours calendrier pour renvoyer un article afin que les factures soient finalisées en temps voulu.

Réponse #38

Le Canada a examiné votre suggestion et l'exigence demeure la même.

Question #39

Para 9 – Veuillez confirmer que les certifications de prix et les droits d'audit s'appliquent aux autorisations de tâches et aux prix révisés et non aux prix / tarifs contenus dans une proposition soumise dans un environnement concurrentiel.

Réponse #39

Les certifications de prix et les droits d'audit s'appliquent aux autorisations de tâches et aux prix révisés, ainsi qu'aux prix / tarifs contenus dans la proposition.

Annexe G (RIT Modalités et Conditions)

Question #40

Para 1.1 – “Valeur des obligations RIT” - Veuillez fournir une valeur estimée pour le travail effectué dans le cadre d'autorisations de tâches prévu par an afin d'aider à identifier la valeur de l'obligation de RIT?

Réponse #40

La valeur des autorisations de tâches est estimée à 500 000 \$ par an.

Question #41

Para 3.1.5 – Pourquoi la R&D dans le même domaine que les travaux couverts par les frais de gestion est-elle limitée à 40%, alors qu'il n'y a pas de limitation similaire sur le développement des compétences et la formation?

Réponse #41

La R&D dans le même domaine que les travaux couverts par les frais de gestion est limitée à 40% afin d'encourager les soumissionnaires à entreprendre des investissements de R&D dans la capacité industrielle clé des matériaux avancés et d'autres domaines liés aux secteurs de l'habillement, du textile et de la chaussure.

Question #42

“Réf. DP C2VCO, Annexe B - Base des Paiements, para 7.4.2 ”Pour les retours dus à une erreur du contractant, le Canada ne paiera pas de FG”.

Veillez préciser si cette déclaration s'applique uniquement aux articles initialement expédiés qui sont maintenant retournés, ou si le Canada n'a pas l'intention de payer des frais de gestion sur les articles de remplacement qui sont réexpédiés pour remplacer les articles d'origine.

Réponse #42

Cette déclaration s'applique uniquement aux articles initialement expédiés qui sont retournés. Des frais de gestion seront payés pour les articles de remplacement acceptés par le Canada.

Question #43

Annexe A, Appendice 12: Les ressources proposées pour le GP, le GC et le RSP doivent-elles être des employés actuels de l'entrepreneur à la date de clôture des soumissions? De quelle preuve avez-vous besoin pour prouver leur emploi à la date de clôture des soumissions?

Réponse #43

Veillez-vous référer au deuxième paragraphe de la section 5.2.3.1 de la DP.

Question #44

NNO 8315-21-903-1150, Spécifications de référence # DSSPM D-80-001-002/SF-001: La spécification de l'article parle d'un tissu de 159 g/m² et fait référence à D-80-001-002/SF-001 tandis que le titre de ce document indique un tissu enduit de 195 g / m² mais le tableau 1 nécessite un poids compris entre 150 et 180 g / m² + /- 10%. Quelle est la bonne référence technique?

Réponse #44

La bonne référence technique est de 159 g/m².

Question #45

Les articles suivants ont été vus lors de l'exposition des échantillons, mais ne font pas partie de la liste des articles dont il faut proposer un prix. Veuillez confirmer si nous devons proposer un

prix sur ces articles. Si oui, pouvons-nous obtenir les informations relatives au TDP et toutes les données volumétriques associées?

- a. 8470-21-912-7624 to 8470-21-912-7632 (inclusive)
- b. 8465-20-000-3829
- c. 8465-20-000-3830
- d. 8465-20-000-4055
- e. 8465-20-004-8329
- f. 8465-20-004-9282
- g. 8465-20-000-9287
- h. 8465-20-004-9288
- i. 8465-20-000-9374

Réponse #45

Les soumissionnaires n'ont pas à proposer un prix pour ces articles. Les articles qui ne nécessitent pas de soumission ne seront pas utilisés dans le cadre de l'évaluation financière.

Question #46

Les articles suivants font partie de la LMA et de la LIUC, mais n'ont pas de TDP fourni. Serait-il possible d'obtenir ces informations?

- a. 8405-20-011-6703
- b. 8415-20-009-9913
- c. 8415-21-808-2586
- d. 8415-20-002-1626
- e. 8440-01-148-4549
- f. 8415-00-935-3130
- g. 8465-20-004-9088
- h. 8465-20-005-0715
- i. 8465-21-865-6678
- j. 8415-00-935-3130
- k. 8465-20-004-8329

Réponse #46

SVP voir la note ci-bas à côté de chaque article:

- a. 8405-20-011-6703: Le TDP a été fourni pour cet article (voir clé USB).
- b. 8415-20-009-9913: Spécification principale en développement. Cet article sera retiré de la LIUC.
- c. 8415-21-808-2586: Ceci est un article COTS, voir les notes de l'AT sur la liste de référence.
- d. 8415-20-002-1626: Ce NNO ne figure pas sur la LMA. Si le commentaire réfère plutôt au NNO 8415-20-007-1626, alors le TDP a déjà été fourni pour cet article.
- e. 8440-01-148-4549: Le TDP a été fourni pour cet article.
- f. 8415-00-935-3130: Il s'agit d'un article COTS, voir la liste de référence pour plus de détails. La spécification MIL-I-11489C est disponible sur Internet.
- g. 8465-20-004-9088: La liste de référence, les spécifications de référence et les dessins (DRAWINGS-8465-20-004-9088-ENG.pdf) ont été fournis. Il n'y a pas de spécification principale pour cet article.
- h. 8465-20-005-0715: La liste de référence, les spécifications de référence et les dessins (DRAWINGS-8465-20-005-0715-BIL.pdf) ont été fournis. Il n'y a pas de spécification principale pour cet article.
- i. 8465-21-865-6678: Le TDP a été fourni pour cet article.
- j. 8415-00-935-3130: Doubleton (même NNO que f.)
- k. 8465-20-004-8329: Ce NNO ne figure pas sur la LMA/LIUC.

Question #47

Pourriez-vous fournir des informations techniques concernant le cuir, les qualités du tissu, la couleur et les détails de placement des étiquettes?

Réponse #47

La description d'achat DSSPM 2-3-87-8027 fait référence à un gant de levage disponible dans le commerce; les gants d'opérateur de levage long bio915 (<http://www.at->

glove.com/eng/products_hoist.php) sont actuellement achetés localement par des opérateurs d'appareils de levage intitulés. Pour le moment, le MDN peut simplement référer au site Web des gants d'opérateur de levage long bio915. »

Question #48

NNO 8465-20-001-2698, DSSPM 3-5-6-MD-0609250 : La spécification parle d'un kit de patch de réparation. L'entrepreneur doit-il fournir le kit de réparation en tant qu'article séparé ou doit-il faire partie du coût et de la distribution de l'article lui-même?

Réponse #48

Le kit de patch de réparation possède son propre NNO et n'est pas actuellement sur le C2VCO, par conséquent, l'entrepreneur ne sera pas tenu de le fournir. Le kit de réparation est à l'étude pour un remplacement potentiel.

Question #49

NNO 8415-21-104-2104, DSSPM # 2-3-87-2104 : À la section 3.1, il est mentionné *Boutons pression pour attacher la doublure amovible pour les mitaines, pour très grands froids (NNO 8415-21-104-2179 A/A*; ce NNO n'existe pas, nous pensons qu'il devrait plutôt référer au 8415-21-104-2079. Veuillez confirmer.

Réponse #49

Le MDN est d'accord. À la référence DSSPM 2-3-87-2104 paragraphe 3.1, le point f nécessite une révision. La doublure amovible pour les mitaines, pour très grand froid (NNO 8415-21-104-2079 A/A) est portée avec cette coquille en cuir comme ensemble.

Par conséquent, la modification technique suivante doit être apportée:

À la référence DSSPM 2-3-87-2104 paragraphe 3.1, point f, supprimer dans son intégralité et remplacer par "f. Boutons pression pour attacher la doublure amovible pour les mitaines, pour très grands froids (NNO 8415-21-104-2079 A/A)."

Question #50

Annex C, 2.2 Summary of the Point Rated Criteria : There is an error in the Minimum Acceptable Pass Mark, where the sum of 18+25+28 equals 71 and not 75. Could you confirm the right information?

Réponse #50

Il n'y a pas d'erreur. Le soumissionnaire doit obtenir une note minimale globale de 75 pour obtenir un taux de réussite pour les critères techniques cotés ainsi que la note minimale pour chacun des critères d'exigence cotés (R1, R2 et R3). Cela signifie que si un soumissionnaire n'obtient que la note de passage minimale pour chaque critère coté, le minimum pour la note totale ne sera pas atteint et la soumission ne sera plus considérée dans le processus d'évaluation. De plus, un soumissionnaire qui obtient 75 points ou plus sur la note totale mais qui n'atteint pas la note minimale d'un ou plusieurs R1, R2, R3 serait réputé non conforme.

Question #51

Annexe A, Appendice 14 : La ségrégation du réseau dans différents LAN est-elle suffisante ou doit-elle se faire en utilisant ses propres câbles et systèmes de câblage?

Réponse #51

La ségrégation du réseau dans différents LAN est suffisante tant que la ségrégation du réseau est conforme à "Zonage de sécurité réseau - Considérations de conception relatives au positionnement des services dans les zones (ITSG-38)" et "Exigences de sécurité de base pour les zones de sécurité réseau au gouvernement du Canada (ITSG 22) ".

Question #52

Annexe A, Appendice 14 : Les postes de travail physiques peuvent-ils être utilisés pour se connecter à des contrats différents de ceux du MDN ou devons-nous utiliser des postes de travail physiques dédiés pour le MDN?

Réponse #52

Oui, les postes de travail physiques peuvent être utilisés pour se connecter à des contrats différents de ceux du MDN; toutefois, l'entrepreneur devra fournir un poste de travail autonome "Air Gap" à utiliser comme mesure de protection contre les fichiers malveillants.

Question #53

Annexe A, Appendice 14 : Le système téléphonique peut-il être utilisé pour communiquer avec des personnes autres que les membres et le personnel des FAC du MDN?

Réponse #53

Oui, le système téléphonique peut être utilisé pour communiquer avec des personnes autres que les membres et le personnel des FAC du MDN. Cependant, si le système téléphonique utilise la VoIP, l'entrepreneur doit s'assurer que le système téléphonique VoIP est correctement séparé des autres équipements du réseau.



Project No. - N° du projet

File No. - N° de dossier

Work Arising or New Work Travaux imprévus ou nouveaux travaux

Contractor's Name Nom de l'entrepreneur	Specification No. and Date N° de spécification et date	Contract Serial No. N° de série du contrat
Vessel - Navire	Customer Dept. - Ministère client	PWGSC1379 Serial No. N° de série TPSGC 1379
Signature	Title - Titre	Date YYYY-MM-DD AAAA-MM-JJ

Specification Item No. Article de spécif. n°	WER No. DET. n°	Description of Work, Labour and Material Detail Description des travaux, de la main-d'oeuvre et des matériaux	Hours Heures	Labour Cost Coût de la main-d'oeuvre	Material Cost Coût du matériel
					\$10.00

Remarks - Remarques	Hourly Rate - Taux horaire	Total Labour Cost Coût total de la main-d'oeuvre
		Total Material Cost Coût total du matériel \$10.00
		Fee - Commission % of material % du matériel
		Sub-Total Sous-total \$10.00

Contractor - Entrepreneur <input type="checkbox"/> Contract will be completed as scheduled Le contrat sera achevé dans les délais impartis Or specify date: Sinon, précisez la date:	Signature	Tax Taxe	HST - TVH (13%)	1.30
	Title - Titre	Date YYYY-MM-DD AAAA-MM-JJ	Total ▶ \$11.30	
Customer - Described work technically approved for price negotiated Client - Description des travaux approuvés en principe au prix négocié	Signature	Title - Titre		Date YYYY-MM-DD AAAA-MM-JJ
PWGSC - Authority to proceed with work TPSGC - Autorisation d'effectuer les travaux	Signature	Title - Titre		Date YYYY-MM-DD AAAA-MM-JJ
PWGSC 1379 Serial No. N° de série TPSGC 1379			WER No. - DET n°	



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Project No. - N° du projet

Work Arising or New Work Travaux imprévus ou nouveaux travaux

File No. - N° de dossier

Contractor's Name Nom de l'entrepreneur	Specification No. and Date N° de spécification et date	Contract Serial No. N° de série du contrat
Vessel - Navire	Customer Dept. - Ministère client	PWGSC1379 Serial No. N° de série TPSGC 1379
Signature	Title - Titre	Date YYYY-MM-DD AAAA-MM-JJ

Specification Item No. Article de spécif. n°	WER No. DET. n°	Description of Work, Labour and Material Detail Description des travaux, de la main-d'oeuvre et des matériaux	Hours Heures	Labour Cost Coût de la main-d'oeuvre	Material Cost Coût du matériel

Remarks - Remarques	Hourly Rate - Taux horaire	Total Labour Cost Coût total de la main-d'oeuvre
		Total Material Cost Coût total du matériel
		Fee - Commission % of material % du matériel
		Sub-Total Sous-total

Contractor - Entrepreneur <input type="checkbox"/> Contract will be completed as scheduled Le contrat sera achevé dans les délais impartis Or specify date: Sinon, précisez la date:	Signature	Tax Taxe	Tax - Taxe
	Title - Titre	Date YYYY-MM-DD AAAA-MM-JJ	Total ▶
Customer - Described work technically approved for price negotiated Client - Description des travaux approuvés en principe au prix négocié	Signature	Title - Titre	Date YYYY-MM-DD AAAA-MM-JJ
PWGSC - Authority to proceed with work TPSGC - Autorisation d'effectuer les travaux	Signature	Title - Titre	Date YYYY-MM-DD AAAA-MM-JJ
PWGSC 1379 Serial No. N° de série TPSGC 1379		WER No. - DET n°	